



OACI

Doc 10178
HLM-LTAG

ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

**RÉUNION DE HAUT NIVEAU
SUR LA FAISABILITÉ D'UN OBJECTIF AMBITIEUX À LONG TERME
CONCERNANT LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE CO₂
DE L'AVIATION INTERNATIONALE
(HLM-LTAG)**



**MONTRÉAL,
19 – 22 JUILLET 2022**



| OACI

Doc 10178
HLM-LTAG

ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR LA FAISABILITÉ D'UN OBJECTIF AMBITIEUX À LONG TERME CONCERNANT LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE CO₂ DE L'AVIATION INTERNATIONALE (HLM-LTAG)

**MONTREAL,
19 – 22 JUILLET 2022**

Publié séparément en français, en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol et en russe par l'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE
999, boul. Robert-Bourassa, Montréal (Québec) H3C 5H7 Canada

Les formalités de commande et la liste complète des distributeurs officiels et des librairies dépositaires sont affichées sur le site web de l'OACI (www.icao.int).

Doc 10178, *Réunion de haut niveau sur la faisabilité d'un objectif ambitieux à long terme concernant la réduction des émissions de CO₂ de l'aviation internationale*

Commande n° : 10178
ISBN 978-92-9265-876-2

© OACI 2022

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire, de stocker dans un système de recherche de données ou de transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, un passage quelconque de la présente publication, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de l'Organisation de l'aviation civile internationale..

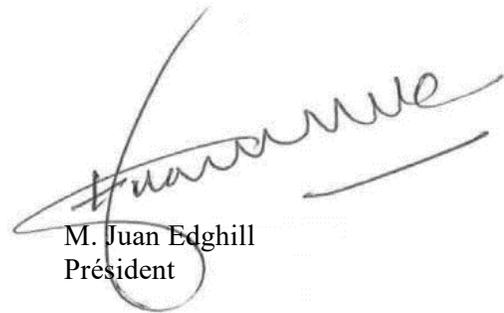
LETTRE D'ENVOI

Le Président de la Réunion de haut niveau sur la faisabilité d'un objectif ambitieux à long terme concernant la réduction des émissions de CO₂ de l'aviation internationale (HLM-LTAG)

au

Président du Conseil

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport sur les travaux de la Réunion de haut niveau sur la faisabilité d'un objectif ambitieux à long terme concernant la réduction des émissions de CO₂ de l'aviation internationale (HLM-LTAG), qui s'est tenue au siège de l'OACI à Montréal du 19 au 22 juillet 2022.



M. Juan Edghill
Président

Montréal, le 22 Juillet 2022

TABLE DES MATIÈRES

Lettre d'envoi	III
Table des matières	V
Introduction	1
Point 1 : Scénarios de réduction des émissions de CO ₂ et modalités relatives à un objectif ambitieux mondial à long terme concernant l'aviation internationale.....	5
Point 2 : Moyens de mise en œuvre d'un objectif ambitieux mondial à long terme concernant l'aviation internationale.....	9
Point 3 : Moyens de suivre les progrès et prochaines étapes.....	12
Point 4 : Conclusions et recommandations de la réunion.....	14
Appendice A – Liste des participants	18
Appendice B – Liste des notes de travail et des notes d'information	35

INTRODUCTION

Lieu et durée de la réunion de haut niveau

1. La Réunion de haut niveau sur la faisabilité d'un objectif ambitieux à long terme concernant la réduction des émissions de CO₂ de l'aviation internationale (HLM-LTAG) s'est tenue dans la salle de l'Assemblée au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à Montréal, du 19 au 22 juillet 2022. La participation à cette réunion hybride s'est faite à la fois en présentiel et en virtuel.

Participation

2. Les 104 États membres de l'OACI suivants ont assisté à la réunion :

Afrique du Sud	Gabon	Pérou
Allemagne	Ghana	Philippines
Arabie saoudite	Grèce	Pologne
Argentine	Guatemala	Portugal
Australie	Guinée équatoriale	Qatar
Autriche	Guyana	République de Corée
Azerbaïdjan	Hongrie	République de Moldova
Bahamas	Inde	République démocratique du Congo
Bangladesh	Indonésie	République dominicaine
Bénin	Iran (République islamique d')	Roumanie
Bolivie (État plurinational de)	Irlande	Royaume-Uni
Bosnie-Herzégovine	Islande	Rwanda
Brésil	Israël	Sénégal
Bulgarie	Italie	Serbie
Cabo Verde	Jamaïque	Sierra Leone
Cambodge	Japon	Singapour
Cameroun	Jordanie	Slovaquie
Canada	Kazakhstan	Soudan
Colombie	Kenya	Sri Lanka
Costa Rica	La Macédoine du Nord	Suède
Côte d'Ivoire	Malaisie	Suisse
Cuba	Maldives	Suriname
Chili	Malte	Tchéquie
Chine	Maurice	Thaïlande
Chypre	Mauritanie	Trinité-et-Tobago
Danemark	Mexique	Türkiye
Égypte	Népal	Ukraine
Émirats arabes unis	Nigéria	Uruguay
Équateur	Norvège	Venezuela (République bolivarienne du)
Espagne	Nouvelle-Zélande	Viet Nam
États-Unis	Oman	Zambie
Éthiopie	Pakistan	Zimbabwe
Fédération de Russie	Panama	
Fidji	Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Finlande	Paraguay	
France	Pays-Bas	

3. Les 15 organisations internationales suivantes ont assisté à la réunion :

Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA)
Association du transport aérien international (IATA)
Coalition internationale pour l'aviation durable (ICSA)
Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC)
Commission latino-américaine de l'aviation civile (CLAC)
Conférence européenne de l'aviation civile (CEAC)
Conseil international de coordination des associations d'industries aérospatiales (ICCAIA)
Conseil international de l'aviation d'affaires (IBAC)
Conseil international des aéroports (ACI)
Groupe d'action du transport aérien (ATAG)
Organisation arabe de l'aviation civile (OAAC)
Organisation des services de navigation aérienne civile (CANSO)
Partenaires internationaux pour le développement durable et l'innovation dans le domaine de l'aviation (IPADIS)
Royal Aeronautical Society (RaeS)
Union européenne (UE)

4. Une liste des participants à la HLM-LTAG est présentée en appendice A au présent rapport.

Contexte

5. À sa 40^e session (Montréal, du 4 septembre au 4 octobre 2019), l'Assemblée de l'OACI a adopté la résolution A40-18 : *Exposé récapitulatif de la politique permanente et des pratiques de l'OACI dans le domaine de la protection de l'environnement — Changements climatiques*, qui demandait au Conseil d'explorer la possibilité d'un objectif ambitieux mondial à long terme (LTAG) pour l'aviation internationale et de présenter les travaux sur cette question à la 41^e session (résolution A40-18, paragraphe 9).

Ouverture de la réunion

6. La réunion de haut niveau a été inaugurée par la présentation d'une vidéo¹ sur le processus LTAG faisant ressortir l'urgence de faire face à l'incidence de l'aviation sur le climat, qui a été suivie par l'allocution liminaire de M. Salvatore Sciacchitano, Président du Conseil de l'OACI. Souhaitant la bienvenue aux délégations, le Président les a encouragées à faire preuve d'une résolution collective en vue de construire un avenir durable pour l'aviation internationale et à manifester la volonté politique forte des États de travailler conjointement au sein de l'OACI, entre eux et avec l'industrie aéronautique pour atteindre les résultats recherchés dans le cadre d'un objectif LTAG ambitieux. Le Président a mis en exergue les travaux techniques du Comité de la protection de l'environnement en aviation (CAEP) de l'OACI sur le rapport LTAG, qui fait état de trois scénarios intégrés de réduction des émissions de CO₂ du secteur de l'aviation pour un objectif ambitieux de réduction des émissions, englobant les aspects préparation, accessibilité et ambition. Ce rapport a été approuvé par consensus au sein du CAEP et publié par le Conseil en mars 2022. Le Président a également souligné que la réalisation du LTAG doit s'accompagner de

1. https://youtu.be/8fCvQ_Htmqo

moyens concrets et pratiques de soutien à la mise en œuvre et au suivi des progrès réalisés, représentant l'accord sur un « ensemble équilibré » pour tous, sous le leadership de l'OACI dans un monde post-COVID.

Discours introductif

7. M. Bertrand Piccard, fondateur et président de la Fondation Solar Impulse, s'est adressé à la réunion.

Élection du président et de la vice-présidente de la réunion

8. Sur la proposition de Singapour, appuyée par la Grèce et la Colombie, M. Juan Edghill, Ministre des travaux publics du Guyana, a été élu président de la réunion. Mme Aishath Nahula, Ministre des transports et de l'aviation civile des Maldives, a été élue première vice-présidente et Mme Charity Musila, Représentante permanente suppléante du Kenya auprès de l'OACI, a été élue deuxième vice-présidente.

Secrétariat

9. La réunion a noté que M. J. C. Salazar, Secrétaire général de l'OACI, agirait en tant que Secrétaire de la réunion et qu'il serait conseillé par M. K. Rhama, Directeur du transport aérien (ATB) et par Mme J. Hupe, Directrice adjointe, Environnement, de la Direction du transport aérien. La réunion pourra également compter sur la participation de plusieurs fonctionnaires supérieurs et sur l'ensemble des ressources du Secrétariat.

Exposé sur le cadre général du LTAG

10. La réunion a noté l'exposé de Mme J. Hupe, Directrice adjointe, Environnement, de la Direction du transport aérien, dans lequel elle a présenté le cadre général du LTAG et fourni le contexte et la base des différents points de l'ordre du jour de la réunion.

Déclarations de haut niveau d'États et d'organisations internationales

11. Des déclarations ont été faites par des Représentants de haut niveau de 27 États membres (Arabie Saoudite, Argentine, Brésil, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis, Fédération de Russie, France, Grèce, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Maldives, Nouvelle-Zélande, Oman, Pays-Bas, Qatar, République de Corée, Rwanda, Royaume-Uni, Singapour et Tchèque), et de trois organisations internationales (Conseil international des aéroports, Groupe d'action du transport aérien et Union européenne). En outre, le Guatemala et le Pérou ont présenté leurs points de vue sur le LTAG. La version écrite des déclarations soumises au Secrétariat de l'OACI sont publiées sur le site web de la HLM-LTAG².

2. <https://www.icao.int/Meetings/HLM-LTAG/Pages/Statements.aspx>

Dispositions administratives et ordre du jour

12. Les délégués ont été informés que la réunion serait régie par le *Règlement intérieur permanent des réunions de transport aérien* (Doc 8683) de l'OACI. La réunion a approuvé les heures de travail et le calendrier décrits dans la note HLM-LTAG-WP/1. En réponse à la note HLM-LTAG-WP/23 présentée par le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde, demandant des amendements aux points de l'ordre du jour figurant dans la note WP/1, la réunion a noté que ces points avaient déjà été approuvés par le Conseil de l'OACI et que les questions soulevées dans la note WP/23 sur le principe des responsabilités communes mais différenciées et des moyens de mise en œuvre seraient intégrées aux débats sur les points de l'ordre du jour.

Documents

13. Une liste des documents associés aux travaux de la HLM-LTAG est présentée en appendice B. Les 30 notes de travail et les 12 notes d'information préparées et présentées par le Secrétariat de l'OACI ainsi que par les États et les organisations internationales sont publiées sur le site web de la HLM-LTAG³.

14. Outre les notes de travail et les notes d'information, quatre documents ont été préparés par le Secrétariat de l'OACI sous la direction du Président (c'est-à-dire les documents HLM-LTAG-SD/1, HLM-LTAG-SD/2, HLM-LTAG-SD/3 et HLM-LTAG-SD/4 et ses Révisions 1 et 2) qui contenaient des résumés des débats et des conclusions qui en ont découlé pendant la réunion de haut niveau, conformément à ce qui a été convenu par les participants à la réunion de haut niveau.

3. <https://www.icao.int/Meetings/HLM-LTAG/Pages/Documentation.aspx>

Point 1 : Scénarios de réduction des émissions de CO₂ et modalités relatives à un objectif ambitieux mondial à long terme concernant l'aviation internationale**1.1 Documentation**

1.1.1 La réunion examine quatre notes de travail présentées par le Secrétariat et 11 notes présentées par des États et des organisations internationales. Ces notes sont résumées ci-après.

1.1.2 La note HLM-LTAG-WP/2 présentée par le Secrétariat fournit une vue d'ensemble des travaux de l'OACI sur la faisabilité du LTAG et explique les six blocs de construction qui servent de base à la structure et à la facilitation des débats sur les questions liées au LTAG.

1.1.3 La note HLM-LTAG-WP/3 présentée par le Secrétariat fournit des renseignements sur les faits récents intervenus dans d'autres organismes des Nations Unies pertinents pour l'aviation internationale, en particulier en ce qui concerne la faisabilité d'un LTAG pour l'aviation internationale.

1.1.4 La note HLM-LTAG-WP/4 présentée par le Secrétariat met l'accent sur l'évaluation technique réalisée par le CAEP sur la faisabilité de différents scénarios de réduction des émissions de CO₂ du secteur de l'aviation, en notant que l'incidence potentielle la plus importante sur la réduction des émissions de CO₂ de l'aviation proviendra des mesures liées aux carburants, tout en constatant un niveau sans précédent d'émergence de nouvelles technologies et innovations favorisant une transition vers l'aviation verte.

1.1.5 La note HLM-LTAG-WP/5 présentée par le Secrétariat fournit des renseignements sur les travaux de l'OACI relatifs au niveau d'ambition d'un LTAG pour l'aviation internationale, grâce à un processus de partage de l'information et de consultation, notamment l'état des lieux annuel de l'OACI et les Dialogues de l'aviation mondiale sur le LTAG (GLAD), ainsi que les engagements des États, de l'industrie aéronautique et d'autres parties prenantes.

1.1.6 La note HLM-LTAG-WP/10 présentée par l'Indonésie exprime l'avis que le LTAG ne doit pas entraver la croissance de l'industrie aéronautique, en particulier dans les pays en développement. Le point de vue selon lequel la nécessité du renforcement des capacités et de la coopération entre les États membres de l'OACI en vue de réduire au minimum les incidences non souhaitées de la mise en œuvre du LTAG sera examiné au titre du point 2 de l'ordre du jour.

1.1.7 La note HLM-LTAG-WP/9 présentée par la Chine et la Fédération de Russie fait valoir la nécessité de poursuivre les recherches pour élaborer des scénarios plus objectifs de réduction réelle des émissions de CO₂ et pour identifier des sources possibles de financement des activités prévues à l'échelle mondiale. Il est suggéré que les scénarios relatifs au LTAG devraient inclure la mise en place d'une force de l'aviation internationale sous les auspices des Nations Unies afin de lutter contre les feux de forêts et autres catastrophes naturelles. Il est aussi proposé à l'OACI d'envisager une transition évolutive du Régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale (CORSIA) au LTAG afin d'éviter une charge financière non viable pour le secteur, en particulier dans les pays en développement. Le président explique les travaux préparatoires en cours au sein de l'OACI pour combattre les feux de forêts et les autres catastrophes naturelles et précise en outre que, bien que des mesures prises en dehors du secteur aéronautique puissent être envisagées dans le cadre du LTAG, la réunion n'examinera pas expressément le CORSIA ni les mesures régionales basées sur le marché.

1.1.8 La note HLM-LTAG-WP/12 présentée par l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman, le Qatar et le Soudan et appuyée par l'ACAO, présente un point de vue sur un examen détaillé de l'incidence économique de tout accord sur le LTAG, les principes à suivre pour l'établir

et la limitation des débats et des décisions éventuels sur le LTAG à des mesures propres au secteur aéronautique, ainsi que la reconnaissance des efforts régionaux en matière de production et d'utilisation de carburants novateurs, notamment les carburants d'aviation à moindre émission de carbone (LCAF), entre autres, comme mesure efficace pour réduire les émissions de l'aviation internationale.

1.1.9 La note HLM-LTAG-WP/18 présentée par la Tchéquie au nom de l'UE et ses États membres et par les autres États membres de la CEAC exprime l'avis qu'il faut retenir pour le LTAG des options qui incluent un objectif conforme aux objectifs de température de l'Accord de Paris, comme des émissions nettes de CO₂ de l'aviation internationale nulles en 2050, selon un ensemble de jalons, et établir à la Conférence de l'OACI sur l'aviation et les carburants alternatifs (CAAF/3) de 2023 un cadre mondial de déploiement de carburants d'aviation durables (SAF) de manière durable. Les points de vue sur le lancement d'un processus visant à établir les moyens de suivre, de communiquer et de vérifier les progrès en matière de réalisation du LTAG d'ici la fin de 2023 seront examinés au titre du point 3 de l'ordre du jour.

1.1.10 La note HLM-LTAG-WP/21, présentée par l'Arabie saoudite, la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde, fait valoir que l'OACI doit tenir compte du principe des responsabilités communes mais différenciées (CBDR) et du principe de l'équité dans sa décision sur un LTAG, et que les nations développées doivent prendre immédiatement les devants dans le plafonnement et la réduction des émissions de carbone et être les premières, en toute logique, à atteindre l'objectif « zéro émission nette ». Le point de vue concernant l'établissement de mécanismes d'assistance, ainsi que la fourniture aux pays en développement d'un soutien technique, financier et en matière de renforcement des capacités pour les aider à lutter contre les changements climatiques dans l'aviation internationale, seront examinés au titre du point 2 de l'ordre du jour.

1.1.11 La note HLM-LTAG-WP/24, présentée par le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde, exprime l'avis que la lutte contre les changements climatiques comporte des éléments essentiels d'atténuation, d'adaptation, de financement et de technologie. Elle fait aussi valoir la nécessité pour l'OACI de tenir pleinement compte des documents juridiques pertinents de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et des résultats des recherches du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans l'examen des objectifs à long terme et des autres questions liées à la réduction des émissions de l'aviation, en particulier les principes de l'équité et des responsabilités communes mais différenciées.

1.1.12 La note HLM-LTAG-WP/25, présentée par la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde, exprime l'avis que les travaux effectués par le Conseil de l'OACI et avec le soutien du CAEP n'ont pas permis de remplir le mandat de la 40^e session de l'Assemblée et que le rapport LTAG ne peut pas être utilisé comme base pour les négociations et les consultations sur la faisabilité de tout LTAG qui sera proposé à la 41^e session de l'Assemblée.

1.1.13 La note HLM-LTAG-WP/26, présentée par la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde exprime l'avis selon lequel une révision à la hausse de l'ambition du LTAG devrait être fondée sur un état des lieux et des travaux de recherche sur les objectifs de réduction des émissions, ainsi que sur les mesures décidées individuellement par les États, en partant du principe que les pays développés prendront les devants dans la réduction substantielle des émissions et la fourniture d'un appui suffisant aux pays en développement.

1.1.14 La note HLM-LTAG-WP/30, présentée par la Nouvelle-Zélande et coparrainée par le Canada, les Îles Cook, le Japon, le Kenya, Kiribati, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Samoa, exprime l'avis que les décisions relatives à l'action climatique ne peuvent pas être retardées et que les États devraient

s'efforcer de définir un LTAG ambitieux. L'avis selon lequel l'établissement d'un LTAG devrait prendre en compte la nécessité d'une transition équitable sera examiné dans le cadre du point 2 de l'ordre du jour.

1.1.15 La note HLM-LTAG-WP/11, présentée par l'ICSA, exprime des avis en faveur d'un objectif « zéro émission nette » pour l'aviation internationale et d'un LTAG sous la forme d'un objectif d'émissions cumulatives plus une année désignée pour plafonner les émissions comme étape intermédiaire. Le président indique que la proposition de l'ICSA d'encourager les États à inclure leur part des émissions de l'aviation dans les contributions déterminées au niveau national (NDC) de l'Accord de Paris de la CCNUCC ne peut pas être examinée par la réunion des États membres de l'OACI, étant donné que les émissions de l'aviation internationale ne font pas partie des NDC et sont du ressort de l'OACI. L'OACI ne peut pas prendre une décision au nom des Parties à la CCNUCC, et inversement, ces deux entités étant des organismes ONU souverains, avec leurs propres mandats et leurs propres membres. Le président souligne aussi le rôle fondamental de l'OACI dans l'harmonisation mondiale, qui encadre la façon dont les débats sur un LTAG devraient se dérouler sur le plan mondial, tout en tenant compte des différentes circonstances nationales et régionales.

1.1.16 La note HLM-LTAG-WP/20, présentée par l'ACI, la CANSO, l'IATA, l'IBAC et l'ICCAIA, sous la coordination de l'ATAG, exprime le point de vue commun de l'industrie aéronautique en faveur d'un objectif ambitieux à long terme sectoriel de l'OACI pour l'action climatique en aviation, en adéquation avec l'objectif de température de 1,5 °C de l'Accord de Paris et confirmé par les conseils scientifiques les plus récents sur la limitation des pires conséquences du changement climatique, en vue d'atteindre l'objectif de carboneutralité d'ici 2050. Le point de vue sur l'élaboration par le Conseil de l'OACI, avec le plein soutien de l'industrie, d'un programme de travail visant à déterminer les moyens de mise en œuvre d'un LTAG sera examiné dans le cadre du point 2 de l'ordre du jour.

1.1.7 Le président se félicite de la fourniture des notes d'information suivantes : HLM-LTAG-IP 1, 2, 3 et 4, par le Secrétariat ; HLM-LTAG-IP/5, par l'IBAC, sous la coordination de l'ATAG ; HLM-LTAG-IP/6, par l'ICSA ; HLM-LTAG-IP/7, par la CANSO ; HLM-LTAG-IP/8, par l'ICCAIA, sous la coordination de l'ATAG ; HLM-LTAG-IP/9, par l'IATA ; et HLM-LTAG-IP/10, par l'ATAG. Une vidéo⁴ produite par l'ATAG est présentée à la réunion, sur des messages mettant au premier plan de jeunes professionnels de l'aviation.

1.2 Discussion

1.2.1 Durant les interventions suivantes, tous les États et les organisations font valoir l'importance de l'adoption de mesures pour faire face à la menace existentielle du changement climatique et la nécessité d'un objectif à long terme mondial pour l'aviation internationale, en tenant compte des circonstances et niveaux de préparation différents des États ainsi que de la capacité de chaque État à contribuer à l'effort collectif, tout en reconnaissant aussi la nécessité d'une mise en œuvre d'un LTAG conforme à l'esprit de l'initiative *Aucun pays laissé de côté* de l'OACI.

1.2.2 Les États et les organisations se félicitent des travaux accomplis par l'OACI sur la faisabilité d'un LTAG depuis la dernière session de l'Assemblée, en particulier l'élaboration du rapport LTAG. Certains délégués constatent que le rapport a été approuvé à l'unanimité par le CAEP, estiment que le rapport est complet et que d'autres travaux ne sont pas nécessaires. Ils conviennent que le rapport devrait servir de base aux délibérations de la prochaine session de l'Assemblée sur un LTAG. D'autres délégués expriment une préoccupation, faisant valoir que les travaux du CAEP n'avaient pas permis de mener à bien le mandat établi par la résolution A40-18 de l'Assemblée de l'OACI, notamment en ce qui concerne les

4. <https://vimeo.com/729215593>

incidences financières pour des régions et des pays en développement particuliers, et l'absence d'éléments sur l'assistance aux pays en développement pour les aider à atteindre un LTAG convenu, quel qu'il soit.

1.2.3 Certains délégués font valoir qu'il est urgent que l'OACI convienne d'un LTAG ambitieux, indiquant la nécessité pour le secteur de travailler en vue d'un objectif mondial de carboneutralité d'ici 2050, avec de possibles cibles intermédiaires pour 2030 et 2040, vu le plus récent consensus scientifique du GIEC, et en appui à l'objectif de température de 1,5 °C de l'Accord de Paris. Ils reconnaissent aussi que la mise en œuvre d'un LTAG comme objectif collectif devrait être flexible et ne pas attribuer d'objectifs spécifiques de réduction des émissions à des États individuels.

1.2.4 D'autres délégués expriment une préoccupation sur l'examen des résultats concernant les émissions nettes nulles, notant que l'ampleur des réductions d'émissions apportées par des mesures sectorielles basées sur les scénarios pris en compte dans le rapport LTAG ne permettra pas au secteur d'atteindre la carboneutralité, et les plus récents rapports scientifiques du GIEC, qui reconnaissent que l'aviation est un secteur difficile à décarboner. Ils demandent aux États développés de prendre les devants pour atteindre la carboneutralité avant les États en développement.

1.2.5 Il est donné acte des points de vue sur l'interdépendance entre le niveau d'ambition d'un LTAG et l'ampleur de la fourniture de moyens de mise en œuvre d'un LTAG (qui fera l'objet d'un examen au titre du point 2).

1.2.6 Des délégués expriment des points de vue sur l'importance cruciale de l'établissement de moyens de mise en œuvre pratiques, notamment par l'intermédiaire des plans d'action nationaux de l'OACI, d'une augmentation du soutien en matière de financement, de transfert de technologie et de renforcement des capacités pour la réalisation de tout LTAG convenu, en appui à l'initiative de l'OACI *Aucun pays laissé de côté*. Certains délégués estiment qu'il sera difficile de convenir d'un LTAG ambitieux, étant donné les préoccupations quant aux incidences en particulier sur les pays en développement ; d'autres délégués soulignent qu'un LTAG convenu permettra de rediriger un soutien financier vers le secteur, qui en a bien besoin, et créera des occasions économiques pour les États en développement.

1.2.7 Le président explique qu'un résumé des notes et des principaux points de vue présentés dans le cadre du point de l'ordre du jour à l'examen sera produit sous forme de « résumé des débats » (HLM-LTAG-SD/1), qui sera examiné plus tard durant la réunion. Il y aura également des résumés des débats sur les points 2 (HLM-LTAG-SD/2) et 3 (HLM-LTAG-SD/3). En raison de leurs interdépendances étroites, les conclusions sur ces trois points seront examinées ensemble ultérieurement, dans un projet de résumé des débats sur le point 4 de l'ordre du jour (HLM-LTAG-SD/4).

Point 2 : Moyens de mise en œuvre d'un objectif ambitieux mondial à long terme concernant l'aviation internationale

2.1 Documentation

2.1.1 La réunion examine deux notes de travail du Secrétariat et 12 notes de travail⁵ venant d'États et d'organisations internationales, ci-dessous résumées.

2.1.2 La note HLM-LTAG-WP/6, présentée par le Secrétariat, donne une vue d'ensemble du rôle que jouent, pour atteindre un objectif ambitieux à long terme (LTAG), les plans d'action des États en matière de réduction des émissions de CO₂ de l'aviation internationale et les feuilles de route d'appui à la mise en œuvre et aux contributions des États, ainsi que les projets et partenariats mis en place par l'OACI avec les États et d'autres organisations internationales en vue de réduire les émissions de CO₂.

2.1.3 La note HLM-LTAG-WP/7, présentée par le Secrétariat, contient des contributions sur les moyens possibles de mettre en œuvre un objectif ambitieux à long terme, notamment par une collaboration en vue du développement et du déploiement à l'échelle mondiale des carburants d'aviation durables (SAF), des carburants d'aviation à moindre émission de carbone (LCAF) et d'autres sources d'énergie et technologies propres pour l'aviation, dans le cadre du Programme d'assistance, de renforcement des capacités et de formation pour les carburants d'aviation durables (ACT-SAF) récemment lancé par l'OACI, en tenant compte de la possibilité de l'étendre à d'autres aspects, ainsi que par un accès facilité à un soutien en matière de financement et d'investissement pour la mise en œuvre de mesures de réduction des émissions de CO₂ spécifiques.

2.1.4 La note HLM-LTAG-WP/16 présente les vues du Chili, appuyé par les membres de la CLAC, sur le potentiel de l'hydrogène comme intrant dans la production des carburants d'aviation durables (SAF) et sur la nécessité d'une analyse plus approfondie pour faciliter des solutions recourant à l'hydrogène.

2.1.5 La note HLM-LTAG-WP/17 présente les vues du Chili, appuyé par les membres de la CLAC, sur la nécessité pour l'OACI d'aider les États à créer les compétences et les outils nécessaires pour mettre en œuvre les mesures opérationnelles proposées dans le Rapport sur le LTAG, et pour catégoriser et quantifier les opérations aériennes, avec l'objectif clair de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

2.1.6 La note HLM-LTAG-WP/14 présente les vues des 54 États membres de la CAFAC sur le renforcement des capacités nécessaire pour atteindre tout objectif ambitieux à long terme convenu, notamment dans le cadre du Programme ACT-SAF, ou grâce au soutien d'autres États et organisations, dans le cadre de l'initiative *Aucun pays laissé de côté*, tout en embrassant le concept de responsabilités différenciées.

2.1.7 La note HLM-LTAG-WP/15 présente les vues des 54 États membres de la CAFAC, selon lesquelles la mise en œuvre de tout objectif ambitieux à long terme convenu ne devrait pas entraver la croissance du secteur aérien en Afrique et qu'il convient d'étudier les possibilités d'accès/d'appui financier pour aider l'Afrique à s'acquitter des obligations financières liées à tout objectif ambitieux à long terme convenu.

5. Dont quatre notes de travail (HLM-LTAG-WP 10, 20, 21 et 30) qui ont déjà été présentées (cf. HLM-LTAG-SD/1) au titre du Point 1 de l'ordre du jour du présent rapport.

2.1.8 La note HLM-LTAG-WP/19 présente les vues exprimées par le Royaume-Uni au nom de l'UE et de ses États membres, ainsi que des autres États membres de la CEAC, sur l'importance d'un moyen de mise en œuvre et des initiatives de renforcement des capacités dans l'appui à tous les États membres de l'OACI pour la réalisation d'un objectif ambitieux à long terme pour l'aviation internationale, et sur la nécessité de faciliter l'accès à des sources de financement existantes, d'encourager les investissements privés ; ces États appellent en outre à fournir des contributions volontaires à l'OACI afin de soutenir un objectif ambitieux à long terme.

2.1.9 La note HLM-LTAG-WP/22, présentée par le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, le Nigéria et le Soudan et appuyée par la Bolivie, Cuba, El Salvador et le Paraguay, propose de créer un fonds multilatéral pour l'aviation durable afin de fournir aux parties prenantes publiques et privées des pays en développement des moyens adéquats pour mettre en œuvre des mesures sectorielles de réduction des émissions.

2.1.10 La note HLM-LTAG-WP/27 présente les vues du Brésil, de la Chine et de la Fédération de Russie, sur le rôle des plans d'action des États (SAP), qui constituent une ressource importante pour l'OACI, qui peut ainsi suivre les efforts déployés par les États membres pour développer une aviation verte et à faible émission de carbone, et constituent également une base importante pour l'OACI, qui peut ainsi formuler des politiques de lutte contre les changements climatiques, notamment en fixant un objectif ambitieux à long terme pour l'aviation internationale.

2.1.11 La note HLM-LTAG-WP/28, présentée par le Brésil, la Chine et la Fédération de Russie, fait observer qu'un ambitieux mécanisme d'assistance garantissant l'accès des pays en développement à une assistance adéquate sur les plans financier, technique et du renforcement des capacités, fournie par les pays développés, est une importante condition pour mener à bien une ambitieuse décarbonation de l'aviation internationale.

2.1.12 Le Président prend acte des contributions figurant dans les notes d'information suivantes : HLM-LTAG-IP/11 par l'Australie, le Costa Rica et le Royaume-Uni, et HLM-LTAG-IP/12 par le Guatemala, appuyé par l'Argentine, la Bolivie, le Chili, Cuba, El Salvador, le Panama, le Paraguay, la République dominicaine et l'Uruguay (en tant que membres de la CLAC) et l'IATA.

2.2 Discussion

2.2.1 Les délégués appuient de manière générale les notes de travail présentées par le Secrétariat de l'OACI. Ils appuient aussi l'initiative de l'Organisation relative aux plans d'action des États, qui facilitent la mise en œuvre de mesures énergiques par les États pour réduire les émissions internationales de CO₂ de l'aviation internationale, ainsi que l'établissement de partenariats entre l'OACI et les États et d'autres organisations internationales pour des projets d'assistance relatifs à des mesures de réduction des émissions de CO₂ provenant de l'aviation. Les délégués estiment en outre que la question du renforcement des capacités, du financement et d'autres formes d'assistance aux États, en particulier aux pays en développement, sera cruciale pour assurer la mise en œuvre de tout objectif ambitieux à long terme convenu, sachant que les États et régions connaissent des situations différentes et qu'aucune solution ne conviendra à tous les États ni à toutes les parties prenantes.

2.2.2 Certains délégués appuient l'importance pour les États et les parties prenantes concernées d'œuvrer ensemble pour élaborer et déployer à l'échelle mondiale les SAF, les LCAF et d'autres sources d'énergie et technologies propres pour l'aviation, dans le cadre du Programme ACT-SAF de l'OACI, en tenant compte de la possibilité de l'étendre à d'autres aspects, afin de fournir un soutien à la mise en œuvre en vue de réaliser collectivement tout objectif ambitieux à long terme convenu.

2.2.3 En ce qui concerne l'accès à des ressources financières, les délégués expriment des points de vue divergents. D'aucuns se disent favorables à ce que l'OACI facilite davantage l'accès des États à un soutien en matière de financement et d'investissement en vue de mettre en œuvre des mesures de réduction des émissions de CO₂ propres à l'aviation, en assumant un rôle de facilitation pour faire correspondre les besoins de mise en œuvre avec un financement public ou privé. D'autres demandent la création d'un fonds spécifique qui serait géré par l'OACI pour couvrir les besoins d'assistance et de financement des États en développement susceptibles de ne pas être financés par le secteur privé, tandis que certains délégués se disent préoccupés par le fait que de nombreuses questions institutionnelles et juridiques peuvent être associées à la création d'un tel fonds OACI.

2.2.4 Le Président explique qu'un résumé des notes soumises et des principaux points de vue exprimés au titre du présent point sera rédigé sous la forme d'un résumé des débats (HLM-LTAG-SD/2), qui sera examiné ultérieurement au cours de la réunion.

2.2.5 Il est rappelé aux participants qu'en raison des liens étroits entre les points 1, 2 et 3, les conclusions sur ces points seront ensuite examinées ensemble, sous la forme d'un projet de résumé des débats au titre du point 4 (HLM-LTAG-SD/4).

Point 3 : Moyens de suivre les progrès et prochaines étapes

3.1 Documentation

3.1.1 La réunion examine une note de travail présentée par le Secrétariat et trois notes⁶ présentées par des États et des organisations internationales. Ces notes sont résumées ci-après.

3.1.2 La note HLM-LTAG-WP/8 présentée par le Secrétariat fait état des moyens éventuels de suivre régulièrement les progrès accomplis en vue d'atteindre un LTAG, notamment au moyen du processus d'état des lieux et des outils de suivi de l'OACI, de la poursuite de l'évaluation des avantages et des incidences sur les coûts des réductions d'émissions de CO₂ et des renseignements fournis par les plans d'action nationaux.

3.1.3 La note HLM-LTAG-WP/13 présentée par les 54 États de la CAFAC expose des vues sur le rôle important des plans d'action nationaux, qui sont le meilleur moyen de suivre les progrès accomplis pour atteindre tout LTAG convenu, et sur l'alignement du LTAG sur les plans d'action nationaux fondé sur les compétences acquises grâce à l'élaboration de mécanismes de compte rendu sur les émissions de CO₂.

3.1.4 La note HLM-LTAG-WP/29 présentée par le Brésil, la Fédération de Russie et la République populaire de Chine encourage l'OACI à assurer le suivi des progrès réalisés pour atteindre tout LTAG convenu d'une manière qui facilite l'action, évite les intrusions et les sanctions et respecte la souveraineté nationale. Elle fait valoir en outre que la mise en œuvre du suivi des progrès par l'OACI vise à donner aux États la possibilité de concerter leur action et d'apprendre les uns des autres en vue de trouver une solution à la question de l'aviation internationale face aux changements climatiques plutôt qu'à créer un socle sur lequel les États s'appuieront pour relever le niveau de leurs ambitions en matière d'atténuation des émissions déterminée au niveau national.

3.2 Discussion

3.2.1 Des délégués estiment qu'il sera important d'établir les moyens de suivre de façon régulière, transparente et non intrusive, les progrès accomplis en vue d'atteindre tout objectif ambitieux à long terme convenu, en tenant compte des divers moyens existants d'y arriver, comme le processus d'état des lieux de l'OACI et ses outils de suivi, afin de suivre innovations et initiatives les plus récentes permettant de réduire les émissions de CO₂ de l'aviation, tenant compte des renseignements tirés des plans d'action des États et du mécanisme de déclaration des émissions de CO₂ dans le cadre du CORSIA.

3.2.2 Des délégués soulignent en outre la nécessité de continuer à fournir une assistance en matière notamment de renforcement des capacités, ainsi que les outils nécessaires à l'appui de la préparation et de la mise à jour des plans d'action des États, en tenant compte du caractère volontaire de ces plans et des contributions individuelles des États à la réalisation collective de tout objectif ambitieux à long terme convenu. Certains délégués soulignent aussi la nécessité d'évaluer plus avant la réduction de CO₂ et ses incidences financières pour l'aviation internationale et les régions et pays, notamment les pays en développement. Certains délégués insistent sur le fait qu'un suivi continu concernant la mise à disposition des moyens de mise en œuvre, en soutien à l'atteinte d'un objectif ambitieux à long terme, devrait faire partie intégrante de l'approche de suivi dans son ensemble.

6. Dont une note de travail (HLM-LTAG-WP/18) qui a déjà été présentée (cf. HLM-LTAG-SD/1) et dont il est question au titre du Point 1 de l'ordre du jour du présent rapport.

3.2.3 Le président explique qu'un résumé des notes présentées et des principaux points de vue exprimés au titre du présent point de l'ordre du jour sera élaboré sous la forme d'un résumé des débats (HLM-LTAG-SD/3) qui sera examiné plus tard au cours de la réunion.

3.2.4 Il est rappelé à la réunion qu'en raison des liens étroits qui existent entre les points 1, 2 et 3 de l'ordre du jour, les conclusions formulées au titre de ces points seront ensuite examinées dans leur ensemble, dans un projet de résumé des débats au titre du point 4 de l'ordre du jour (HLM-LTAG-SD/4).

Point 4 : Conclusions et recommandations de la réunion

4.1 Documentation

4.1.1 Le Président explique qu'étant donné que les points 1, 2 et 3 de l'ordre du jour sont étroitement liés, des projets de conclusion pour ces points ont été préparés comme résultats possibles de la réunion de haut niveau, compte tenu des notes de travail et des notes d'information présentées par les États et les organisations internationales ainsi que des opinions exprimées à leur sujet.

4.1.2 À la suite des échanges de vues des délégués sur les résultats possibles de la réunion de haut niveau, la réunion est convenue de recommander que les conclusions suivantes⁷ soient examinées plus avant par le Conseil de l'OACI afin qu'il présente sa proposition à la 41^e session de l'Assemblée.

CONCLUSIONS DE LA RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR LA FAISABILITÉ D'UN OBJECTIF AMBITIEUX À LONG TERME CONCERNANT LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE CO₂ DE L'AVIATION INTERNATIONALE (HLM-LTAG)

Montréal, 19 – 22 Juillet 2022

La Réunion de haut niveau sur la faisabilité d'un objectif ambitieux à long terme concernant la réduction des émissions de CO₂ de l'aviation internationale (HLM-LTAG), tenue par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) du 19 au 22 juillet 2022 au siège de l'Organisation à Montréal, à laquelle ont participé des ministres et d'autres hautes personnalités représentant 104 États membres et 15 organisations internationales, est parvenue aux conclusions ci-après, à la lumière des dernières compréhensions scientifiques du GIEC :

1. L'OACI et les États qui en sont membres sont encouragés à s'efforcer de concert à atteindre un objectif ambitieux mondial à long terme collectif pour l'aviation internationale de réduction à zéro des émissions nettes de carbone d'ici à 2050, afin de contribuer à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris en matière de température, en tenant compte du fait que la situation particulière de chaque État et ses capacités respectives (p. ex., le niveau de développement, la maturité des marchés de l'aviation, la croissance durable de son aviation internationale, la transition juste et les priorités nationales du développement du transport aérien) détermineront la capacité de chaque État à contribuer à l'objectif ambitieux à long terme selon son échéancier national.
2. Tout en sachant que l'objectif ambitieux à long terme est un objectif ambitieux mondial collectif et qu'il n'impose pas à chaque État des obligations ou des engagements précis tels que des objectifs en matière de réduction des émissions, chaque État est exhorté à contribuer à l'atteinte de cet objectif d'une manière qui soit durable sur les plans social, économique et environnemental, compte tenu de sa situation nationale.
3. A rappelé la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et l'Accord de Paris et a reconnu le principe des responsabilités communes, mais différenciées et des capacités respectives des États à la lumière des différentes circonstances nationale.
4. A reconnu aussi les principes de non-discrimination et de possibilités égales et équitables pour développer l'aviation internationale prévus dans la Convention de Chicago.

7. Une demande a été reçue par la Chine afin d'enregistrer sa réserve à l'égard des conclusions de la réunion HLM-LTAG.

5. A affirmé que la réduction des émissions de GES provenant de l'aviation internationale requiert une participation et une coopération actives des États et de l'industrie, et a noté les engagements collectifs annoncés par le secteur du transport aérien international d'atteindre la réduction à zéro des émissions nettes de carbone d'ici 2050.
6. L'OACI et les États qui en sont membres sont invités à s'efforcer de concert avec les organisations compétentes à avancer le plus loin possible dans la réalisation de mesures de réduction des émissions de CO₂ dans le secteur de l'aviation (p. ex., technologie, exploitation et carburants), sachant que les plus importantes incidences potentielles sur la réduction des émissions de CO₂ de l'aviation découleront de mesures portant sur les carburants.
7. L'OACI et les États qui en sont membres sont encouragés à se tenir au courant des technologies novatrices applicables aux aéronefs, des nouvelles catégories d'exploitation propices à la réduction des émissions, ainsi que des carburants d'aviation durables (SAF), des carburants d'aviation à moindre émission de carbone (LCAF) et d'autres sources d'énergie plus propres conformément à l'initiative *Aucun pays laissé de côté*, afin de permettre sans délai leur homologation et de mettre à jour les normes et pratiques recommandées et les orientations pertinentes de l'OACI selon qu'il convient, et d'en élaborer en temps voulu. L'OACI et les États qui en sont membres sont exhortés à poursuivre leurs travaux sur les éléments de l'ensemble de mesures visant la réalisation de l'objectif ambitieux à long terme, notamment :

S'agissant des technologies applicables aux aéronefs :

L'OACI et les États qui en sont membres sont encouragés à travailler avec les fabricants et les exploitants d'aéronefs pour encourager l'introduction sur le marché d'aéronefs consommant moins de carburant et faciliter le renouvellement rentable des flottes, ainsi que pour motiver et accélérer l'investissement dans la recherche et le développement de nouveaux aéronefs dont l'exploitation ne produira aucune émission de CO₂.

S'agissant de l'exploitation :

L'OACI et les États qui en sont membres sont encouragés à travailler avec les fabricants, les fournisseurs de services de navigation aérienne (ANSP), les exploitants d'aéronefs et les aéroports en vue de la mise en place d'opérations aériennes et au sol améliorées, notamment par l'accélération de l'élaboration de la mise à niveau par blocs du système de l'aviation (ASBU) de l'OACI et de son exécution conformément au Plan mondial de navigation aérienne (GANP).

S'agissant des carburants :

- a) Les États membres de l'OACI sont invités à motiver, par des politiques et des moyens d'intervention, la recherche, le développement et l'exploitation de carburants d'aviation durables (SAF), de carburants d'avion à moindre émission de carbone (LCAF) et d'autres sources d'énergie plus propres dans l'aviation ;
- b) L'OACI est invitée à examiner sa Vision sur les carburants d'aviation durables pour 2050, notamment pour ce qui touche aux LCAF et aux autres sources d'énergie plus propres de l'aviation, à l'occasion de la troisième Conférence de l'OACI sur l'aviation et les carburants alternatifs (CAAF/3) qui se tiendra en 2023, afin de définir un cadre mondial s'inscrivant dans l'initiative *Aucun pays laissé de côté* et en tenant compte de la situation et des capacités nationales ;
- c) L'OACI et les États qui en sont membres sont invités à conjuguer leurs efforts avec ceux des parties prenantes compétentes afin d'accélérer les recherches sur de nouveaux carburants et leur homologation, et l'homologation de nouveaux aéronefs et moteurs, pour permettre l'utilisation exclusive des SAF, à intensifier l'approvisionnement en SAF, en particulier

- en encourageant et en favorisant les accords d'achat de SAF et/ou de LCAF, ainsi qu'en appuyant la mise en place rapide des modifications nécessaires aux infrastructures aéroportuaires et à leurs sources d'énergie.
8. Des moyens de mise en œuvre proportionnels au niveau d'ambition, y compris le financement, favoriseront la réalisation de l'objectif ambitieux à long terme. D'importants investissements seront indispensables à la réalisation d'un objectif ambitieux à long terme en fonction de la situation nationale des États et l'OACI pourrait utiliser divers moyens et/ou mécanismes de financement afin de faciliter le financement et l'investissement pour la mise en œuvre de mesures de réduction des émissions de CO₂ particulières à l'aviation. L'OACI est invitée à lancer des mesures ou des mécanismes particuliers afin de permettre un meilleur accès, en particulier des pays en développement et des pays qui ont des besoins particuliers, aux capacités d'investissement privées, ainsi qu'aux financements provenant d'institutions financières, telles que les banques de développement, pour les projets contribuant à la décarbonation de l'aviation internationale, ainsi qu'à encourager l'octroi de financement nouveau et supplémentaire à cette fin. L'OACI est aussi invitée à examiner plus avant la mise sur pied d'une initiative de financement d'activités liées au climat ou d'un mécanisme de financement sous son égide, tout en tenant compte des possibles difficultés financières, institutionnelles et juridiques, et à présenter un rapport à la 42^e session de l'Assemblée de l'OACI.
 9. Les mesures décrites viendront en complément d'un solide programme d'assistance et de coopération consacré à l'objectif ambitieux à long terme ayant pour but le partage d'informations sur les meilleures pratiques et la formulation d'orientations, le renforcement des capacités et d'autres formes d'assistance technique. Se félicitant de la création du programme d'assistance, de renforcement des capacités et de formation de l'OACI pour les carburants d'aviation durables (ACT-SAF), il est proposé que celui-ci soit élargi de manière à y inclure l'exécution d'autres mesures de réduction des émissions dans le cadre d'un programme d'assistance, de renforcement des capacités et de formation pour l'objectif ambitieux à long terme de l'OACI (ACT-LTAG) (c'est-à-dire axé sur les technologies applicables aux aéronefs, les améliorations de l'exploitation, les modifications des infrastructures, les LCAF et les autres sources d'énergie plus propres pour l'aviation).
 10. En outre, l'OACI est invitée à promouvoir le transfert volontaire de technologie, en particulier pour les pays en développement et les États qui ont des besoins particuliers, afin de leur permettre de s'adapter aux technologies d'avant-garde et de renforcer leur contribution à l'égard de la réalisation de l'objectif ambitieux à long terme.
 11. Dans le prolongement de l'initiative *Aucun pays laissé de côté*, les États membres de l'OACI sont priés instamment de verser des contributions régulières et substantielles au Fonds de l'OACI pour l'environnement pour financer les activités de l'OACI portant expressément sur l'objectif ambitieux à long terme, dont le programme ACT-SAF, qui visent à fournir une assistance aux États en développement et à ceux ayant des besoins particuliers. Les États sont aussi encouragés à élaborer des projets à cette fin dans le cadre du Programme de coopération technique de l'OACI.
 12. Tous les États membres de l'OACI sont invités à soumettre à l'OACI des plans d'action volontaires établis pour réduire les émissions de CO₂ de l'aviation internationale, aux fins de la réalisation de l'objectif ambitieux à long terme, et à les actualiser. Les plans d'action des États devraient définir leurs actions et feuilles de route respectives, comprendre des projections à long terme et décrire les capacités et les conditions au niveau national, ainsi que tous les besoins d'assistance particuliers en vue de l'exécution de mesures de réduction du CO₂. L'OACI et les États qui en sont membres sont invités à fournir une assistance à la préparation et à la mise en œuvre de ces plans, et à entreprendre le renforcement nécessaire des capacités, notamment par des activités de coopération et d'assistance

visant à recenser les sources de financement possibles de la décarbonation de l'aviation, en coopération avec des organisations financières et d'autres organisations compétentes.

13. L'OACI est invitée à assurer un suivi régulier de la réalisation de tous les éléments de l'ensemble de mesures visant à réaliser l'objectif ambitieux à long terme, notamment par l'intermédiaire : de l'état des lieux mené par l'OACI ; de l'examen de la Vision de l'OACI pour les SAF ; de la poursuite de l'évaluation des avantages découlant de la réduction des émissions de CO₂ et des incidences financières d'un changement climatique sur l'aviation internationale et les régions et les pays, en particulier les pays en développement, et les incidences sur le développement du secteur, ainsi que les incidences des efforts en vue d'atteindre l'objectif ambitieux à long terme ; du suivi des informations provenant des plans d'action des États pour les émissions de CO₂ de l'aviation internationale et des moyens de mise en œuvre. À cette fin, l'OACI est invitée à examiner les méthodes nécessaires pour le suivi des progrès et de présenter un rapport à ce sujet à une future session de l'Assemblée.
14. À partir des conclusions de la réunion HLM-LTAG présentées ci-dessus, les États membres poursuivront leurs délibérations en prévision de la 41^e session de l'Assemblée de l'OACI.

**LIST OF PARTICIPANTS TO HLM-LTAG
(English only)**

ICAO MEMBER STATES

State	Participant Name	Role	Participation
ARGENTINA	PAOLA TAMBURELLI	Chief Delegate	Virtual
	NAHUEL EDUARDO MORANDI BEL	Delegate	Virtual
	TOMÁS AINCHIL	Delegate	Virtual
	ROMINA MINOTTI	Advisor	Virtual
AUSTRALIA	JIM WOLFE	Chief Delegate	Virtual
	ROSS ADAMS	Alternate Chief Delegate	InPerson
	CHANNELLE FITZGERALD	Delegate	InPerson
	JESPER BRONSVOORT	Delegate	Virtual
	MICHELLE PETERSEN	Delegate	Virtual
	ERICA SUNG	Advisor	Virtual
	KATE HANCOCK	Advisor	Virtual
AUSTRIA	ELISABETH LANDRICHTER	Chief Delegate	Virtual
	ANTONIA HATLER	Alternate Chief Delegate	Virtual
	CHRISTIAN SCHLEIFER	Alternate Chief Delegate	InPerson
	KARIN PULEO-LEODOLTER	Delegate	Virtual
AZERBAIJAN	FARIZ ALIYEV	Delegate	Virtual
	BAHRUZ MALIKOV	Advisor	Virtual
BAHAMAS	CHANELLE BROWN	Chief Delegate	InPerson
	ZANDA BONAMY	Delegate	Virtual
BANGLADESH	MUHAMMAD MAFIDUR RAHMAN	Alternate Chief Delegate	Virtual
	KHALILUR RAHMAN	Delegate	InPerson
	S M RABBANI	Delegate	Virtual
BENIN	ELYSEE DANSOU	Delegate	Virtual
BOLIVIA, P.S.	CARLOS CABALLERO	Delegate	Virtual
	NEIDY MARIELA CRUZ RAMÍREZ	Delegate	Virtual
BOSNIA AND HERZEGOVINA	ČEDOMIR ŠUŠNJAR	Chief Delegate	Virtual

State	Participant Name	Role	Participation
BRAZIL	RICARDO BISINOTTO CATANANT	Chief Delegate	InPerson
	NORBERTO MORETTI	Alternate Chief Delegate	InPerson
	DURVAL LUIZ PEREIRA	Delegate	InPerson
	FÁTIMA GOUVÊA	Delegate	Virtual
	IVANISE MACIEL	Delegate	Virtual
	MARCELA ANSEMI	Delegate	InPerson
	MARCELO LIMA	Delegate	InPerson
	MARIANA CESAR	Delegate	Virtual
	ARY RODRIGUES BERTOLINO	Advisor	InPerson
	MARCELO CAVALCANTE	Advisor	InPerson
BULGARIA	KREMENA KOLEVA	Advisor	Virtual
CABO VERDE	CARLOS MONTEIRO	Chief Delegate	Virtual
	CARLOS JORGE SANTOS	Delegate	Virtual
CAMBODIA	LYKEANG NEA	Delegate	Virtual
	VAN OEURN TENG	Delegate	Virtual
CAMEROON	ENLEBERT ZOA ETUNDI	Alternate Chief Delegate	InPerson
CANADA	ANDREW COOK	Delegate	InPerson
	CLAUDE HURLEY	Delegate	InPerson
	KERRI HENRY	Delegate	InPerson
	MELANIE ROBERT	Delegate	InPerson
	NATHALIE MORIN	Delegate	InPerson
	WENDY BAILEY	Delegate	InPerson
	ASHAN EDOO	Advisor	InPerson
	FRANK NEUBAUER	Advisor	InPerson
	JON OBNAMIA	Advisor	InPerson
CHILE	JUAN CARLOS MUÑOZ	Chief Delegate	Virtual
	MARTÍN MACKENNA	Alternate Chief Delegate	InPerson
	RAÚL JORQUERA CONRADS	Alternate Chief Delegate	InPerson
	ANGELICA ROMERO	Delegate	Virtual
	CESAR MAC NAMARA	Delegate	InPerson
	DAVID DUENAS	Delegate	Virtual
	FELIPE ORELLANA	Delegate	InPerson
	GINA TILLERIA	Delegate	InPerson

State	Participant Name	Role	Participation
	PAULINA RADRIGAN	Delegate	InPerson
	RODOLFO DONOSO	Delegate	InPerson
	ROMINA ALTAMIRANO	Delegate	Virtual
	SEBASTIAN FLORES	Delegate	Virtual
CHINA	XIAOFENG CUI	Chief Delegate	Virtual
	SHENGJUN YANG	Delegate	InPerson
	XIAOXI SUN	Delegate	InPerson
	YANG MU	Delegate	Virtual
	YUXIU CHEN	Delegate	InPerson
COLOMBIA	MAURICIO RAMIREZ KOPPEL	Chief Delegate	InPerson
	VICTORIA RICO	Alternate Chief Delegate	Virtual
	ANGELA MARCELA MASMELA DELGADILLO	Delegate	Virtual
	CESAR BEJARANO	Delegate	InPerson
	JHONATAN ANTURI	Delegate	Virtual
	JUAN DAVID DOMINGUEZ ARRIETA	Delegate	Virtual
COSTA RICA	GUILLERMO FEDERICO HOPPE	Chief Delegate	InPerson
	MAURICIO ORTIZ	Alternate Chief Delegate	InPerson
	ANDREA JIMÉNEZ	Advisor	Virtual
CÔTE D'IVOIRE	SILUE SINALY	Chief Delegate	Virtual
	AHMED COULIBALY	Delegate	InPerson
	WAOGNINLIN TRAORE	Delegate	Virtual
CUBA	MERCEDES VÁZQUEZ GONZÁLEZ	Chief Delegate	InPerson
	ANTONIO LAHERA SAM	Delegate	Virtual
CYPRUS	ANTONIOS LEMESIANOS	Chief Delegate	InPerson
	EFTYCHIOS EFTYCHIOU	Alternate Chief Delegate	Virtual
	YIANNIS YIANNAKI	Alternate Chief Delegate	Virtual
	VASILIOS PHILIPPOU	Delegate	InPerson
CZECHIA	MARTIN KUPKA	Chief Delegate	Virtual
	ZDENĚK JELÍNEK	Alternate Chief Delegate	InPerson
	MARTINA NOVACKOVA	Delegate	InPerson
	PETR CECAK	Delegate	InPerson
	HANA GUYAUX PECHACKOVA	Advisor	Virtual

State	Participant Name	Role	Participation
DEM. REP. OF THE CONGO	KALLY KALENGULA KADIMA	Delegate	InPerson
DENMARK	KÅRE CLEMMESSEN	Chief Delegate	Virtual
	JENS ERIK DITLEVSEN	Delegate	InPerson
DOMINICAN REPUBLIC	HÉCTOR PORCELLA	Chief Delegate	InPerson
	CAMILA MOYA	Alternate Chief Delegate	InPerson
	JULIO PENA	Alternate Chief Delegate	InPerson
	JUDIT S. DE LEÓN S.	Delegate	InPerson
	MIGUEL MEJIA	Delegate	InPerson
	MILDRED GARCIA FABIAN	Delegate	InPerson
	VALERIE YAPOR	Delegate	InPerson
ECUADOR	SUELEN REALPE	Chief Delegate	Virtual
	CARLOS JATIVA	Delegate	Virtual
	JUAN JACHO	Delegate	Virtual
	MARISOL NIETO	Delegate	Virtual
EGYPT	ABDELGHAFAR ELSAYED ABDELHALIM	Chief Delegate	InPerson
	SAMEH ELHEFNY	Delegate	InPerson
EQUATORIAL GUINEA	ESTANISLAO ESONO	Delegate	InPerson
	JULIE NG CHIN YUE	Delegate	Virtual
ETHIOPIA	GETACHEW MENGISTIE ALEMAYEHU	Delegate	InPerson
	HIWOT DERESSA	Delegate	InPerson
FIJI	THERESA LEVESTAM	Delegate	Virtual
FINLAND	JANNE MÄNTTÄRI	Chief Delegate	Virtual
	SAMULI VUOKILA	Advisor	Virtual
FRANCE	LAURENT PIC	Chief Delegate	InPerson
	DE LACOMBE BERTRAND	Alternate Chief Delegate	InPerson
	ERIC RISSE	Delegate	InPerson
	OLIVIER MEYNOT	Delegate	InPerson
	SOPHIA OLMOS	Advisor	InPerson
GABON	DIANGA NZENGUE LARISSA PAMELA	Chief Delegate	Virtual
GERMANY	MARINA KOESTER	Chief Delegate	InPerson
	FRAUKE PLEINES- SCHMIDT	Delegate	Virtual

State	Participant Name	Role	Participation
	HEINZ DECKER	Delegate	InPerson
	MARKUS NITSCHKE	Advisor	Virtual
	STEFAN BICKERT	Advisor	Virtual
	ULRICH SCHWIERCZINSKI	Alternate Chief Delegate	InPerson
GHANA	ANITA ADJEI-NMASHIE	Delegate	InPerson
GREECE	CHRISTOS TSITOURAS	Chief Delegate	Virtual
	MARIA SARANTI	Chief Delegate	InPerson
	VASSILIKI LAZARI	Alternate Chief Delegate	InPerson
	AGAPIOS KALOGNOMIS	Delegate	Virtual
	ARGYRO SAKKI	Delegate	Virtual
	GEORGIA LYKOU	Delegate	Virtual
	KONSTANTINOS KARAGEORGIS	Delegate	Virtual
	VASILIKI BETCHAVA	Delegate	InPerson
GUATEMALA	CARMEN LUCIA GONZALEZ SAMAYOA	Delegate	InPerson
	EDWIN GIOVANNI TOBAR GUZMAN	Delegate	InPerson
GUYANA	EGBERT FIELD	Chief Delegate	Virtual
	JUAN EDGHILL	Delegate	InPerson
	KEZIA JOSEPH	Delegate	Virtual
	SAHEED SULAMAN	Delegate	Virtual
HUNGARY	VIVIEN JUDIT CSAPLICZKY	Delegate	Virtual
ICELAND	KRISTÍN HELGA MARKÚSDÓTTIR	Chief Delegate	InPerson
	ANNA SIGURVEIG RAGNARSDÓTTIR	Delegate	Virtual
	VALDIS ADALSTEINSDOTTIR	Delegate	InPerson
INDIA	RAJIV BANSAL	Chief Delegate	InPerson
	SHEFALI JUNEJA	Alternate Chief Delegate	InPerson
	AJAY JOSHI	Delegate	InPerson
	ANSHUMAN GAUR	Delegate	InPerson
	EKTA AGRAWAL	Delegate	InPerson
	MD. NOOR RAHMAN SHEIKH	Delegate	InPerson
	ROHIT THAKUR	Delegate	InPerson

State	Participant Name	Role	Participation
INDONESIA	FRANSISCUS BUDI PRAYITNO	Chief Delegate	Virtual
	AFEN SENA	Alternate Chief Delegate	InPerson
	DANIEL TUMPAL SUMURUNG SIMANJUNTAK	Alternate Chief Delegate	InPerson
	PENNY DEWI HERASATI	Alternate Chief Delegate	Virtual
	AHMAD NURDIN AULIA	Delegate	Virtual
	ARYANI SATYAMURNI	Delegate	Virtual
	BAMBANG RIAN TO	Delegate	Virtual
	CAPT. NOVYANTO WIDADI	Delegate	Virtual
	DEWI MULYATI SANTOSO	Delegate	Virtual
	INDRA SIPAYUNG	Delegate	InPerson
	MINDA MORA	Delegate	Virtual
	MOKHAMMAD KHATIM	Delegate	Virtual
	POLANA BANGUNINGSIH PRAMESTI	Delegate	Virtual
	SEPTIAN MARNO	Delegate	InPerson
	ADE KUSMANA	Advisor	Virtual
	DESY AFIFAH RACHMAWANTI	Advisor	Virtual
	FERIYADI FERIYADI	Advisor	Virtual
	FESCHILIA NIDYA	Advisor	Virtual
	IKA NIYANTI OKTRIAN	Advisor	Virtual
	INNANU HUSNA MANIKAM	Advisor	Virtual
	KUSMINI KUSMINI	Advisor	Virtual
	MARWANTO HERU SANTOSO	Advisor	Virtual
	MEROSA DWI DIAYANTI	Advisor	Virtual
	MOKHAMMAD NASRULLOH	Advisor	Virtual
	MUTIARA ADELLA	Advisor	Virtual
	NURDINI TAMBUNAN	Advisor	Virtual
	PETRUS VAN DER WESTHUIZEN	Advisor	Virtual
	PUTI HANDAYANI	Advisor	Virtual
	SUWITO HK	Advisor	Virtual

State	Participant Name	Role	Participation
	WENDY ARITENANG	Advisor	Virtual
IRAN, ISLAMIC REP. OF	FARHAD PARVARESH	Delegate	InPerson
IRELAND	NIAMH O'BRIEN	Chief Delegate	Virtual
	DANIEL GRIFFIN	Delegate	Virtual
	TOMÁS MACCÁRTHAIGH	Delegate	Virtual
ISRAEL	JONATHAN SHACHAR LUZZATTO	Delegate	Virtual
ITALY	SILVIA COSTANTINI	Chief Delegate	InPerson
	ANDREA MAROTTA	Delegate	InPerson
	CHIARA CICIRELLO	Delegate	InPerson
	GIOVANNI BARRACO	Delegate	InPerson
JAMAICA	NARI WILLIAMS-SINGH	Chief Delegate	InPerson
	SHARON MILLER	Delegate	InPerson
JAPAN	TETSUTO IGARASHI	Chief Delegate	InPerson
	ISAO FUKUSHIMA	Alternate Chief Delegate	InPerson
	TAKENORI OKA	Alternate Chief Delegate	InPerson
	HIROAKI KATSUMA	Delegate	Virtual
	SATORU TOGAMI	Delegate	InPerson
	SATOSHI OSHIMA	Delegate	InPerson
	SHINJI SUGIYAMA	Delegate	InPerson
JORDAN	ELHAM ALRAWASHDEH	Delegate	Virtual
KAZAKHSTAN	CATALIN RADU	Chief Delegate	Virtual
	ASSEL ARALTAY	Delegate	InPerson
KENYA	CHARITY MUSILA	Chief Delegate	InPerson
	JOSEPH CHEBUNGEI	Delegate	Virtual
	NICHOLAS MUHOYA	Delegate	InPerson
	PETER THUKU	Delegate	InPerson
	FRANCIS MWANGI	Advisor	Virtual
	WINSTONE GICHERU	Advisor	Virtual
MALAYSIA	NORMAH OSMAN	Chief Delegate	InPerson
	MOHAMAD RADZUAN MAZLAN	Alternate Chief Delegate	InPerson
	ASNAWI ABD LATIF	Delegate	InPerson
	AZMAN HITAM	Delegate	InPerson
	FLORA CHIN LEE SA	Delegate	InPerson

State	Participant Name	Role	Participation
	INA CZARINA ARIEF THAM	Delegate	InPerson
	NORMAH BINTI OSMAN	Delegate	InPerson
	ZAINUL ABIDIN MASLAN	Delegate	InPerson
	MING-YAU CHAN	Advisor	InPerson
MALDIVES	AISHATH NAHULA	Chief Delegate	InPerson
	HUSSAIN JALEEL	Alternate Chief Delegate	Virtual
	ABDULLA RASHEED	Delegate	Virtual
	FATHIMATH RAMIZA	Delegate	Virtual
	HAMADH ABDUL GHANEE	Delegate	InPerson
MALTA	CHARLES PACE	Chief Delegate	Virtual
	STEPHEN CAMILLERI	Alternate Chief Delegate	Virtual
MAURITANIA	BRAHIM KANE	Chief Delegate	Virtual
MAURITIUS	GEERISH SEWLALL	Delegate	Virtual
	SHALINEE KOONJAL BISSESSUR	Delegate	Virtual
	SHARMEEN FOORABALLY	Delegate	Virtual
MEXICO	PABLO CARRANZA PLATA	Chief Delegate	Virtual
	DIONISIO MÉNDEZ	Alternate Chief Delegate	InPerson
	JOSDENY ALELY ALARCON GONZALEZ	Delegate	Virtual
	JULIO ANTONIO DIAZ CRUZ	Delegate	Virtual
	MARCO ANTONIO LOUSTAUNAU CABALLERO	Delegate	InPerson
NEPAL	BHRIGU DHUNGANA	Delegate	InPerson
	ROJINA TAMRAKAR	Delegate	InPerson
NETHERLANDS	RICHARD OSSENDORP	Alternate Chief Delegate	InPerson
	JESPER VAN MANEN	Delegate	InPerson
	MICHAEL LUNTER	Delegate	InPerson
	ALBANO COUTINHO	Advisor	InPerson
NEW ZEALAND	JOANNA POHATU	Chief Delegate	Virtual
	DAISY CADIGAN	Delegate	Virtual
NIGERIA	MAHMOUD BEN TUKUR	Alternate Chief Delegate	InPerson
	MAHMUD YAKUBU	Alternate Chief Delegate	InPerson

State	Participant Name	Role	Participation
	MUSA NUHU	Alternate Chief Delegate	Virtual
	OYETOUN ADEGBESAN	Delegate	InPerson
NORTH MACEDONIA	MARIJA FILIPOVA SPREMO	Delegate	Virtual
	VETI GJORGJIESKA-ATANASOSKA	Delegate	Virtual
NORWAY	ØYVIND EK	Chief Delegate	Virtual
	KARL KOEFOED	Alternate Chief Delegate	Virtual
OMAN	NAIF AL ABRI	Chief Delegate	Virtual
	ABDULLAH ALKHADOURI	Delegate	Virtual
	ASMAHAN ALRAHBI	Delegate	Virtual
	HAFIDHA AL RUJAIBI	Delegate	Virtual
	KHALID ALTOOBI	Delegate	Virtual
	KHAMIS ALZIDI	Delegate	Virtual
	MOHAMMED AL-RUQAISHI	Delegate	Virtual
	MUBARAK AL GHEILANI	Delegate	Virtual
	SALIM AL HUSAINI	Delegate	Virtual
PAKISTAN	MUHAMMAD JAMAL ARSHAD	Alternate Chief Delegate	Virtual
	ISHTIAK AHMED AKIL	Delegate	InPerson
	MUDASSIR MASOOD	Delegate	Virtual
PANAMA	CARLOS VON SEIDLITZ	Delegate	Virtual
PAPUA NEW GUINEA	BENEDICT ORAKA	Chief Delegate	Virtual
	AMANDA NAMBAU	Delegate	Virtual
	GABRIEL SALAYAU	Delegate	Virtual
	GAIL RIVU	Delegate	Virtual
	GLORIA MULAI	Delegate	Virtual
	HANNA PORE TOPA	Delegate	Virtual
	SHIRLEY AARON	Delegate	Virtual
	TOM WAQA	Delegate	Virtual
	LEI DO'O	Advisor	Virtual
PARAGUAY	DAVID URQUHART	Chief Delegate	InPerson
	OSCAR PEREZ	Delegate	InPerson
	RAUL ANTONIO MONTIEL GASTO	Delegate	InPerson

State	Participant Name	Role	Participation
	SINDY MARIA DE LA PAZ SUAREZ	Delegate	Virtual
PERU	DONALD CASTILLO GALLEGOS	Chief Delegate	Virtual
	FERNANDO TORRES ARGOMEDO	Alternate Chief Delegate	Virtual
	ADOLFO MEDINA	Delegate	Virtual
	AUGUSTO FREYRE	Delegate	InPerson
	CARLOS ZAMORA	Delegate	InPerson
	DAVID RUBEN CROVETTO CASTILLEJO	Delegate	Virtual
	JACKELINE CHARAPAQUI	Delegate	Virtual
	VERONICA PAJUELO	Delegate	Virtual
	WALTER LINARES	Delegate	InPerson
PHILIPPINES	MARCO ANTONINO JAVIER	Chief Delegate	Virtual
	ELOISA MAE ILAGAN	Delegate	Virtual
	MARIE DAINNE ESPIRITU	Delegate	Virtual
	SOFIA PAULA FULMARAN	Delegate	Virtual
	VINCENT PAUL GALDONES	Delegate	Virtual
POLAND	ROBERT PRZYBYLSKI	Chief Delegate	Virtual
	TADEUSZ REKLEWSKI	Advisor	Virtual
PORTUGAL	ANTÓNIO BARROSO	Alternate Chief Delegate	Virtual
	ANA MATA	Delegate	Virtual
	CARLOS GOMES	Delegate	Virtual
	FERNANDA BANDARRA	Delegate	Virtual
QATAR	MOHAMED FALEH AL-HAJRI	Chief Delegate	InPerson
	ESSA ABDULLA AL MALKI	Alternate Chief Delegate	InPerson
	AISHA AL-NUAIMI	Delegate	InPerson
	FATHI ATTI	Delegate	InPerson
	JULIEA BRATHWAITE ROLLE	Delegate	InPerson
	NOORA EISA A AL FADHALA	Delegate	InPerson
	PRAVEEN PYATA	Delegate	Virtual

State	Participant Name	Role	Participation
	RACHID RAHIM	Delegate	InPerson
	TALAL AL-MALKI	Delegate	InPerson
	MOHAMMED ALMARZOOQI	Advisor	InPerson
	NOORA AL-NUAIMI	Advisor	InPerson
REPUBLIC OF KOREA	YONG-SIK JEONG	Chief Delegate	InPerson
	CRYSTAL KIM	Delegate	InPerson
	GAKYOUNG MIN	Delegate	InPerson
	JEONGHWA LEE	Delegate	InPerson
	JONGHWA KIM	Delegate	Virtual
	JONGIK YOO	Delegate	Virtual
	SANGDO KIM	Delegate	InPerson
	SIHONG KWEON	Delegate	InPerson
	SUKWHAN AHN	Delegate	Virtual
REPUBLIC OF MOLDOVA	VERONICA ONESCIUC	Delegate	Virtual
ROMANIA	LUMINITA LUCA	Chief Delegate	Virtual
	MARIANA VOICU	Delegate	Virtual
RUSSIAN FEDERATION	ALEXEY NOVGORODOV	Alternate Chief Delegate	InPerson
	ANASTASIIA GREBENNIKOVA	Alternate Chief Delegate	Virtual
	GALINA KIRICHENKO	Alternate Chief Delegate	InPerson
	PAULA MALININA	Delegate	Virtual
	ARTUR MIRZOYAN	Advisor	Virtual
	EKATERINA KUZNETSOVA	Advisor	Virtual
RWANDA	SILAS UDAHEMUKA	Chief Delegate	Virtual
	NOBLE MUYENZIKAZI	Delegate	Virtual
	ALEX RUZIGANA	Advisor	Virtual
	CHARLENE UMUBYEYI	Advisor	InPerson
	INGRID UMUTONI	Advisor	Virtual
SAUDI ARABIA	SULAIMAN S ALMUHAIMEDI	Chief Delegate	InPerson
	BADER ALSAGRI	Alternate Chief Delegate	InPerson
	FRASE ALSUHABANI	Delegate	Virtual
	HAMOUD R. ALOTAIBI	Delegate	InPerson
	MOHAMMED ALBARRAK	Delegate	InPerson
	MOHAMMED HABIB	Delegate	InPerson

State	Participant Name	Role	Participation
	ADNAN ALOTAIBI	Advisor	Virtual
	DANH ALKURDI	Advisor	InPerson
SENEGAL	FARBA DIOUF	Delegate	Virtual
	OUMAR DIALLO	Delegate	Virtual
SERBIA	MAJA BJELOBRK	Delegate	Virtual
SIERRA LEONE	AHMED KALLON	Delegate	InPerson
	FLOYD A. P. DAVIES	Delegate	InPerson
	SHEKU JABBIE	Delegate	InPerson
SINGAPORE	KOK JUAN HAN	Chief Delegate	InPerson
	EILEEN POH	Alternate Chief Delegate	InPerson
	DANIEL NG	Delegate	InPerson
	ERLINA ANG	Delegate	InPerson
	MERVYN G. FERNANDO	Delegate	Virtual
	SHAO HUA NG	Delegate	InPerson
	ALYSA ONG	Advisor	InPerson
	BEE JUAN LAU	Advisor	InPerson
	ONG HENG YAP	Advisor	InPerson
	SIN YING CHUA	Advisor	InPerson
SLOVAKIA	IVANA MARKOVA	Chief Delegate	InPerson
SOUTH AFRICA	POPPY KHOZA	Chief Delegate	InPerson
	MABASO LEVERS	Alternate Chief Delegate	InPerson
	GAWIE BESTBIER	Delegate	Virtual
	LERATO LEKALAKALA	Delegate	Virtual
	MOTLAKARO EVELYN SHOGOLE	Delegate	Virtual
	PULANE MANALE	Delegate	InPerson
	THEMBA NKONTWANA	Delegate	InPerson
SPAIN	VÍCTOR M. AGUADO	Chief Delegate	InPerson
	ANDRÉS SÁNCHEZ SÁNCHEZ	Delegate	InPerson
	ISMAEL PACHECO SERRANO	Delegate	Virtual
SRI LANKA	RAYHAN WANNIAPPA	Delegate	Virtual
SUDAN	IMADELDIN MOHAMED ELHAG ABDELRAHMAN	Chief Delegate	InPerson
	ASMA ABDALFATAH	Delegate	Virtual
	AYMAN MOHAMED	Delegate	Virtual

State	Participant Name	Role	Participation
SURINAME	IRMGARD VERWEY	Delegate	Virtual
SWEDEN	GUNNAR LJUNGBERG	Chief Delegate	Virtual
	EMMA JEPSSON	Alternate Chief Delegate	InPerson
	JENNY RYMAN	Advisor	Virtual
SWITZERLAND	FRANCINE ZIMMERMANN	Chief Delegate	InPerson
	URS ZIEGLER	Chief Delegate	InPerson
THAILAND	SUTTIPONG KONGPOOL	Chief Delegate	Virtual
	SARUN BENJANIRAT	Alternate Chief Delegate	Virtual
	DUSADEE PRATIPSINDHU	Delegate	Virtual
	ILADA PONGPATTANAGORN	Delegate	Virtual
	PASAVI RATCHAPONGSIRIKUL	Delegate	Virtual
	TRINIDAD AND TOBAGO	AREEFA KHAN-LABBAN	Delegate
TÜRKIYE	ALI BOZCALISKAN	Chief Delegate	InPerson
	AHMET BERKAN KORKMAZ	Delegate	Virtual
	EMRE ZAIMOGLU	Advisor	Virtual
UKRAINE	OLENA TSYBUKH	Alternate Chief Delegate	InPerson
	YULIIA KOVALIV	Alternate Chief Delegate	InPerson
	SVITLANA MARUNYCH	Delegate	Virtual
UNITED ARAB EMIRATES	MOHAMMED SALEM	Alternate Chief Delegate	InPerson
	HASSAN AL SUWAIDI	Delegate	Virtual
	JOANA BEL	Delegate	Virtual
	NOORA ALSHARHAN	Delegate	Virtual
	VISHAL JOSHI	Delegate	Virtual
	MAJED ALMUJAINI	Advisor	Virtual
	MARYAM AL BALOOSHI	Advisor	InPerson
	STEPHANE MORIN	Advisor	Virtual
UNITED KINGDOM	RANNIA LEONTARIDI	Chief Delegate	InPerson
	ANDREW O'HENLEY	Alternate Chief Delegate	InPerson
	HOLLY GREIG	Alternate Chief Delegate	InPerson
	JASMINE BANGHARD	Alternate Chief Delegate	InPerson
	ALEX PHILPOTT	Delegate	InPerson
	BEN TAYLOR	Delegate	InPerson

State	Participant Name	Role	Participation
	DAVID MOROZ	Delegate	InPerson
	JULIA RODRIGUEZ	Delegate	InPerson
	OLIVER STEELE	Delegate	Virtual
	TAMARA GOODWIN	Delegate	InPerson
UNITED STATES OF AMERICA	ANDREW VEPREK	Alternate Chief Delegate	InPerson
	SUSAN BINIAZ	Alternate Chief Delegate	InPerson
	ANNIE PETSONK	Delegate	InPerson
	KEVIN WELSH	Delegate	InPerson
	ALAN MITCHELL	Advisor	InPerson
	BENJAMIN TAYLOR	Advisor	InPerson
	CHARLIE ASHLEY	Advisor	InPerson
	CINDY BARABAN	Advisor	InPerson
	DANIEL WILLIAMS	Advisor	InPerson
	MOLLY PETERS-STANLEY	Advisor	InPerson
URUGUAY	MARTIN VIDAL	Chief Delegate	InPerson
	EDUARDO AGUIRREGARAY	Delegate	InPerson
	GABRIEL FERNÁNDEZ	Delegate	Virtual
VENEZUELA, BOLIVARIAN REP. OF	EDGAR GARANTON	Alternate Chief Delegate	Virtual
	ANGELA YAGHMOUR	Delegate	Virtual
	AURA ROMERO	Delegate	Virtual
VIET NAM	HANG NGUYEN	Delegate	Virtual
	TUNG VU	Delegate	Virtual
	THANH VU	Advisor	Virtual
ZAMBIA	VINCENT BANDA	Delegate	InPerson
ZIMBABWE	MARTIN RUSHIZHA	Delegate	Virtual
	MUNYARADZI WANIWA	Delegate	InPerson
	SHERPHARD MACHINGAUTA	Advisor	Virtual
Total for Member States	428		

INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

Organization	Participant Name	Role	Participation
AFRICAN CIVIL AVIATION COMMISSION	ANGELINE SIMANA	Chief Observer	Virtual
	FRANKLINE OMONDI	Observer	InPerson
AGENCY FOR AIR NAVIGATION SAFETY IN AFRICA AND MADAGASCAR	CHARLES KOUADIO KANGA	Observer	Virtual
AIR TRANSPORT ACTION GROUP	HALDANE DODD	Chief Observer	InPerson
AIRPORTS COUNCIL INTERNATIONAL	ALICJA GAJEWSKA	Observer	InPerson
	DENISE PRONK	Observer	Virtual
	JENNIFER DESHARNAIS	Observer	InPerson
	JULIANA SCAVUZZI	Observer	InPerson
	LUIS FELIPE DE OLIVEIRA	Observer	InPerson
	MICHAEL ROSSELL	Observer	InPerson
	VIVEKANANDHAN SINDHAMANI	Observer	Virtual
ARAB CIVIL AVIATION ORGANIZATION	ABDENNEBI MANAR	Chief Observer	Virtual
	ADIL BOULOUTAR	Observer	InPerson
	ALI EL CHAAR	Observer	Virtual
CIVIL AIR NAVIGATION SERVICES ORGANISATION	MICHELLE BISHOP	Chief Observer	InPerson
	NICO VOORBACH	Observer	InPerson
	SCOTT LEIS	Observer	Virtual
EUROPEAN CIVIL AVIATION CONFERENCE	PATRICIA REVERDY	Chief Observer	InPerson
	BEATRICE ADOLEHOUME	Observer	InPerson
EUROPEAN UNION	HENRIK HOLOLEI	Chief Observer	InPerson
	ANDREI MUNGIU	Observer	Virtual
	DELPHINE MICHEAUX NAUDET	Observer	InPerson
	FILIP CORNELIS	Observer	InPerson
	MAGNUS GISLEV	Observer	InPerson

	MARIA DE LAS FLORES DIAZ PULIDO	Observer	InPerson
	STEPHEN ARROWSMITH	Observer	InPerson
INTERNATIONAL AIR TRANSPORT ASSOCIATION	CONRAD CLIFFORD	Chief Observer	InPerson
	DANIEL CHEREAU	Observer	InPerson
	JEAN-FRANCOIS GROUT	Observer	InPerson
	JORGE DIEGUEZ	Observer	InPerson
	MICHAEL COMBER	Observer	InPerson
	SEBASTIAN MIKOSZ	Observer	InPerson
	THOMAS REYNAERT	Observer	InPerson
	TIMOTHY POHLE	Observer	InPerson
	YUE HUANG	Observer	InPerson
INTERNATIONAL BUSINESS AVIATION COUNCIL	KURT EDWARDS	Chief Observer	InPerson
	LEO KNAAPEN	Observer	InPerson
INTERNATIONAL COALITION FOR SUSTAINABLE AVIATION	TIM JOHNSON	Chief Observer	Virtual
	PEDRO PIRIS-CABEZAS	Observer	Virtual
	SHRAEYA MITHAL	Observer	Virtual
INTERNATIONAL COORDINATING COUNCIL OF AEROSPACE INDUSTRIES ASSOCIATIONS	ERIC UPTON	Chief Observer	InPerson
	MARC HAMY	Chief Observer	InPerson
	ANOUCK BARREAUX	Observer	InPerson
	ARNAUD BONNET	Observer	Virtual
	DAN ALLYN	Observer	Virtual
	DANIEL CARNELLY	Observer	InPerson
	FREDERIC EYCHENNE	Observer	InPerson
	HEATHER SHEFFER	Observer	Virtual
	JIAN-MING (JIMMY) ZHOU	Observer	Virtual
	KRISHA NOBREGA	Observer	Virtual
	MARCELO GONCALVES	Observer	Virtual
	MARK HUISING	Observer	InPerson
	OLIVIER HUSSE	Observer	InPerson
	PIERRE DUCHAIGNE	Observer	InPerson
	SCOTT GOOBIE	Observer	Virtual

INTERNATIONAL PARTNERS FOR AVIATION DEVELOPMENT, INNOVATION AND SUSTAINABILITY	OLUMUYIWA BENARD ALIU	Chief Observer	InPerson
LATIN AMERICAN CIVIL AVIATION COMMISSION	JAIME BINDER	Chief Observer	InPerson
ROYAL AERONAUTICAL SOCIETY	CHRISTOPHER LYLE	Chief Observer	InPerson
Total for International Organizations	58		

NOTES DE TRAVAIL

HLM-LTAG WP	Point de l'ordre du jour	Titre	Langues	Note présentée par
1	1, 2, 3, 4	Organisation de la réunion et calendrier provisoire	A, F, E, R, Ar, C	Secrétariat
2	1, 2, 3, 4	Vue d'ensemble des travaux de l'OACI sur la faisabilité de l'objectif ambitieux à long terme (LTAG)	A, F, E, R, Ar, C	Secrétariat
3	1, 4	Compréhension scientifique (élément constitutif n° 1)	A, F, E, R, Ar, C	Secrétariat
4	1, 4	Faisabilité technique des scénarios du LTAG (élément constitutif n° 2)	A, F, E, R, Ar, C	Secrétariat
5	1, 4	Niveau d'ambition relativement à l'objectif ambitieux à long terme (élément constitutif n° 3)	A, F, E, R, Ar, C	Secrétariat
6	2, 4	Plans d'action des États et feuilles de route (élément constitutif n° 4)	A, F, E, R, Ar, C	Secrétariat
7	2, 4	Moyens de mise en œuvre (élément constitutif n° 5)	A, F, E, R, Ar, C	Secrétariat
8	3, 4	Moyens de suivre les progrès (élément constitutif n° 6)	A, F, E, R, Ar, C	Secrétariat
9	1	Difficultés de mise en œuvre des scénarios intégrés LTAG et liens avec le CORSIA	A, F, E, R, Ar, C	Fédération de Russie et République populaire de Chine
10	1, 2, 3, 4	Observations de l'Indonésie sur l'étude de faisabilité de l'objectif ambitieux à long terme (LTAG) de l'OACI	A, F, E, R, Ar, C	Indonésie
11	1	Position de l'ICSA sur un objectif ambitieux à long terme concernant la réduction des émissions de CO ₂ de l'aviation internationale	A, F, E, R, Ar, C	ICSA
12	1	Points de vue sur l'examen de la faisabilité d'un objectif ambitieux mondial à long terme concernant l'aviation internationale	A, F, E, R, Ar, C	Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar, Soudan, et soutenue par l'OAAC
13	3	Alignement du LTAG sur le SAP volontaire comme meilleur moyen de suivre les progrès	A, F, E, R, Ar, C	CAFAC

HLM-LTAG WP	Point de l'ordre du jour	Titre	Langues	Note présentée par
14	2	Appui au renforcement des capacités des États africains	A, F, E, R, Ar, C	CAFAC
15	2	Financement de la mise en œuvre des scénarios d'objectifs ambitieux à long terme pour le continent africain	A, F, E, R, Ar, C	CAFAC
16	2	Rôle de l'hydrogène dans la mise au point des carburants durables (SAF)	A, F, E, R, Ar, C	Chili
17	2	Développer les compétences et les outils nécessaires à la mise en œuvre des mesures opérationnelles du LTAG	A, F, E, R, Ar, C	Chili
18	1, 3, 4	Vers un objectif mondial ambitieux à long terme concernant l'aviation internationale	A, F, E, R, Ar, C	Tchéquie au nom de l'Union européenne, de ses États membres et des autres États membres de la CEAC
19	2	Soutenir les États dans la mobilisation des financements pour réaliser un objectif ambitieux à long terme	A, F, E, R, Ar, C	Tchéquie au nom de l'Union européenne et ses États membres et des autres États membres de la CEAC
20	1	Les positions du secteur concernant la réalisation de cet objectif à long terme pour l'aviation	A, F, E, R, Ar, C	ACI, CANSO, IATA, IBAC et ICCAIA, sous la coordination de l'ATAG
21	1	Remarques concernant la faisabilité d'un objectif ambitieux à long terme (LTAG)	A, F, E, R, Ar, C	Arabie saoudite, Chine, Fédération de Russie et Inde
22 (Révision)	2, 4	Révision n° 1 – Création d'un fonds multilatéral pour l'aviation internationale	A, F, E, R, Ar, C	Brésil, Fédération de Russie, Inde, Nigeria et Soudan, et appuyée par la Bolivie, Cuba, El Salvador et le Paraguay

HLM-LTAG WP	Point de l'ordre du jour	Titre	Langues	Note présentée par
23 (Révision)	1, 2, 3, 4	Révision n° 1 – Perspectives sur l'ordre du jour provisoire de la HLM-LTAG	A, F, E, R, Ar, C	Brésil, Fédération de Russie, Inde et République populaire de Chine
24 (Révision)	1, 2, 4	Révision n° 1 – Réflexions sur les avis scientifiques formulés dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et par le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (éléments constitutifs 1, 3, 5 et 6)	A, F, E, R, Ar, C	Brésil, Fédération de Russie, Inde et République populaire de Chine
25 (Révision)	1, 2, 4	Révision n° 1 – Perspectives sur l'analyse de faisabilité technique de toute proposition LTAG pour l'aviation internationale (élément constitutif 2)	A, F, E, R, Ar, C	Fédération de Russie, Inde et République populaire de Chine
26 (Révision)	1, 2, 4	Révision n° 1 – Points de vue sur l'objectif ambitieux de l'aviation internationale et les changements climatiques (éléments constitutifs n ^{os} 3 et 5)	A, F, E, R, Ar, C	Fédération de Russie, Inde et République populaire de Chine
27 (Révision)	1, 2, 4	Révision n° 1 – Perspectives sur les plans d'action et feuilles de route nationaux (élément constitutif 4)	A, F, E, R, Ar, C	Brésil, Fédération de Russie et République populaire de Chine
28 (Révision)	1, 2, 4	Révision n° 1 – Réflexions sur l'élaboration d'un solide mécanisme d'appui aux pays en développement (élément constitutif 5)	A, F, E, R, Ar, C	Brésil, Fédération de Russie et République populaire de Chine
29 (Révision)	3, 4	Révision n° 1 – Réflexions sur la mise en œuvre du suivi par l'OACI (élément constitutif 6)	A, F, E, R, Ar, C	Brésil, Fédération de Russie et République populaire de Chine

HLM-LTAG WP	Point de l'ordre du jour	Titre	Langues	Note présentée par
30	1, 2, 3, 4	Il faut fixer un objectif ambitieux à long terme (LTAG) pour l'aviation internationale	A, F, E, R, Ar, C	Canada coparrainée par les îles Cook, le Japon, le Kenya, Kiribati, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie–Nouvelle-Guinée et Samoa

NOTES D'INFORMATION

HLM-LTAG IP	Point de l'ordre du jour	Titre	Langues	Note présentée par
1	1, 2, 3	ICAO Assembly Resolution A40-18	A	Secrétariat
2	1, 2, 3	ICAO Report on the Feasibility of LTAG	A	Secrétariat
3	1, 2, 3	ICAO LTAG Global Aviation Dialogues (GLADS)	A	Secrétariat
4	2, 3	Second ICAO Conference on Aviation Alternative Fuels (CAAF/2)	A	Secrétariat
5	1	Climate Action from Business Aviation in Support of Industry Decarbonisation	A	IBAC sous la coordination de l'ATAG
6	1	Aviation Decarbonization Pathways Placed in the Context of Paris Agreement Temperature Targets	A	ICSA
7	1	Climate Action from ANSPs in Support of Industry Decarbonisation	A	CANSO
8	1	Climate Action from Manufacturing Industry in Support of Industry Decarbonisation	A	ICCAIA sous la coordination de l'ATAG
9	1	Climate Action from Airlines in Support of Industry Decarbonisation	A	IATA
10	1	The Cost of Achieving Net-Zero Carbon in Aviation	A	ATAG
11	2	Supporting States to Mobilise Finance in Pursuit of an Ambitious Long-Term Aspirational Goal	A	Australie, Costa Rica et Royaume-Uni

HLM-LTAG IP	Point de l'ordre du jour	Titre	Langues	Note présentée par
12	1, 2	Necesidad de impulsar un esquema normativo integral para el desarrollo de los combustibles sostenibles de aviación	E	Guatemala appuyée par l'Argentine, la Bolivie, le Chili, Cuba, El Salvador, le Panama, le Paraguay, la République dominicaine, l'Uruguay et l'IATA

— FIN —

ISBN 978-92-9265-876-2



9 789292 658762